

Autriche

Vote de confiance en faveur d'une politique conservatrice

Après son succès aux élections de fin septembre, le parti conservateur (ÖVP) va devoir former un nouveau gouvernement. Pour obtenir une majorité, il pourrait de nouveau faire appel au FPÖ (extrême droite). Dans ce cas, la politique qui sera mise en œuvre devrait rester largement inchangée et centrée sur l'assainissement budgétaire et la réduction de la charge fiscale. Toutefois, le prochain gouvernement devra faire face à un environnement économique moins favorable. La croissance du PIB pourrait fléchir pour atteindre autour de 1,2 % en 2020. Néanmoins, la santé des finances publiques s'est considérablement améliorée, offrant au gouvernement une importante marge de manœuvre pour lutter contre la récession, si nécessaire.

■ Les conservateurs gagnent les élections

Le parti conservateur ÖVP, dirigé par l'ancien chancelier Sebastian Kurz, a nettement remporté les élections du 29 septembre avec 37,5 % des voix. Pour obtenir une majorité, M. Kurz devra néanmoins chercher un partenaire. Un rapprochement avec les Verts, qui ont obtenu le meilleur score de leur histoire (13,8 %), ressemble au mariage de la carpe et du lapin. Les compromis nécessaires pourraient être difficiles à trouver. En outre, M. Kurz ne sera pas particulièrement enthousiaste de renouveler l'expérience de la « grande coalition » avec le SPÖ (social-démocrate). De son côté, le SPÖ a connu une forte érosion de son électorat, avec un score de 21,2 % contre 26,9 %, lors des élections de 2017. Ne reste plus qu'une alliance avec un FPÖ (extrême droite) affaibli par les scandales, qui n'a recueilli que 16,2 % des voix contre 26 % lors des législatives de 2017. La reconduction d'une coalition avec un FPÖ beaucoup moins puissant donnerait à Sebastian Kurz plus de poids pour poursuivre son programme, centré sur l'assainissement budgétaire et la réduction de la charge fiscale. De plus, cela lui permettrait de faire entrer plus de ministres de son propre camp au gouvernement. Néanmoins, après sa défaite cinglante, le FPÖ ne semble pas pressé d'entrer de nouveau au gouvernement.

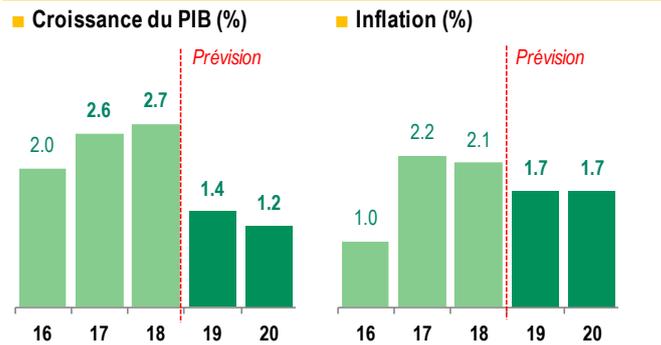
■ Une bonne santé financière pour relever les défis

Le nouveau gouvernement sera confronté à des conditions moins favorables que la précédente coalition formée par Kurz. La croissance annuelle, qui a atteint un pic de 2,7 % en 2018, devrait reculer à 1,4 % en 2019 et à 1,2 % en 2020, principalement en raison du ralentissement du commerce mondial. La demande des pays de la zone euro, en particulier l'Allemagne et l'Italie, qui représentent près de 40 % des exportations autrichiennes, a marqué le pas. Selon les entreprises du secteur manufacturier, les perspectives ne devraient pas s'améliorer de sitôt. Dans notre scénario, la production ne devrait se redresser que progressivement en 2020.

De plus, l'investissement, en nette hausse depuis trois ans, s'essouffle. En 2018, le taux d'investissement atteignait 23,9 % du PIB, niveau inédit depuis 2003, un des plus élevés de la zone euro. Avec la détérioration de la conjoncture et la montée des incertitudes, l'investissement des entreprises est aujourd'hui en perte de vitesse. Dans le secteur de la construction, les permis de construire ont accusé un repli fort, ce qui constitue un indicateur avancé de l'activité du secteur sur les deux ans à venir.

La consommation privée, en revanche, devrait rester très vigoureuse, sous l'effet conjugué de la solide progression du revenu disponible, portée par des hausses collectives de salaires (2,9 %

1- Croissance et inflation



Source : comptes nationaux, BNP Paribas

contre 2,6 % en 2018) et quelques mesures fiscales comme l'introduction du programme de primes aux familles. La croissance de la consommation devrait se maintenir globalement au même niveau qu'en 2018. Dans les années à venir, même si le rythme de croissance du revenu disponible est appelé à ralentir, la consommation devrait rester assez soutenue car les ménages pourraient puiser dans leurs économies.

Dans un tel contexte, la situation devrait rester très tendue sur le marché du travail et les tensions pourraient même se renforcer avec le départ à la retraite de la génération du *baby-boom*. L'immigration restera probablement un facteur important pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre. Les négociations salariales, qui devraient rester généreuses, se répercuteront en partie sur les prix intérieurs, en particulier ceux des services. L'inflation devrait se maintenir autour de 1,7 %, et l'inflation sous-jacente pourrait s'élever à 2 % en 2020, contre 1,8 % en 2018.

La situation des finances publiques s'est considérablement améliorée. La dette publique est passée de 83 % en 2010 à 71 % du PIB en 2019 et le budget est légèrement excédentaire, offrant au gouvernement une importante marge de manœuvre pour lutter contre la récession, si nécessaire.

Raymond Van der Putten

raymond.vanderputten@bnpparibas.com